



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Délégation du service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - SAEML SFMA - Tarif général 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Régine ILLAIRE, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Par délibération n°12578 du 30 octobre 2014, le Conseil d'Agglomération devenu Conseil de Métropole a confié l'exploitation des services funéraires et la gestion du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole à la SAEML SFMA par délégation de service public.

L'article 22 « *dispositions tarifaires* » de la convention de délégation de service public, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 rappelle que les tarifs, pour les prestations résultant de l'application de la convention, sont définis par délibération de l'autorité délégante sur proposition du délégataire, dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE des prix à la consommation relatifs aux services funéraires.

Sur l'évolution des tarifs relatifs au service extérieur des pompes funèbres et du crématorium, il est proposé de ne pas augmenter le tarif général 2021.

Dans le strict respect du contrat de délégation de service public, le Conseil d'administration de la SAEML SFMA, réuni en séance du 9 novembre 2020, a donné un avis favorable pour l'application du nouveau tarif général 2021.

Au regard du niveau actuel de la tarification des prestations, des fournitures et du résultat de l'exercice 2019 de la société, pour la cinquième année consécutive, il est proposé au Conseil de ne pas augmenter le tarif général 2021 des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole, exploités par la SAEML SFMA.

Sur la modification de la grille tarifaire, il est proposé d'approuver les ajustements proposés par le délégataire.

L'architecture dudit tarif a fait l'objet d'adaptations opérationnelles par l'ajout de cinq nouveaux libellés de facturation permettant la création de gravure de grande lettre ainsi que la modification de trois prestations ajoutant, à la réalisation de faire-part de décès, la possibilité de réaliser également des cartes de remerciements :

- Gravure sur site grande lettre classique or, 10 € la lettre ;
- Gravure sur site grande lettre classique peinte, 9 € la lettre ;
- Gravure ciseaux sur site grande lettre classique or ou argent, 15 € la lettre ;
- Gravure ciseaux sur site grande lettre classique peinte, 15 € la lettre ;
- Ajout de la possibilité de gravure lettre argent ;
- Réalisation de 25 faire-part de décès ou 25 cartes de remerciements ;
- Réalisation de 50 faire-part de décès ou 50 cartes de remerciements ;
- Réalisation de 100 faire-part de décès ou 100 cartes de remerciements.

De plus les modifications portent sur la gamme de cercueils afin de se recentrer sur une gamme plus adaptée aux choix des familles endeuillées :

- Suppression du cercueil modèle TRINANON chêne massif, gamme inhumation ;
- Suppression du cercueil modèle HOMMAGE pin massif, gamme crémation ;
- Ajout du cercueil modèle OCCITAN, chêne massif, gamme inhumation.

Le tarif spécifique réservé aux collectivités n'a fait l'objet d'aucun aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la nouvelle grille tarifaire des services des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole, applicable à partir du 1^{er} janvier 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149386-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- TG 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.